ASSURANCES

LE COUT DE L'ASSURANCE-FEU

L'an dernier, les compagnies d'assurance-feu ont payé aux détenteurs de police au Canada un peu plus de 41 pour cent des primes totales encaissées.

Depuis 1869, le pourcentage payé a été en moyenne de 58 pour 100 des primes encaissées. Ces chiffres portent souvent à se demander où va le restant des primes. Il y a quelques jours, le "Regina Post" qui est toujours un fervent champion de la cause de l'Ouest contre les corporations de l'Est, publiait des chiffres montrant que le pourcentage des pertes dans l'Ouest avait été plus bas que dans l'Est pendant ces quatre dernières années. Dans un article du "Monetary Times", Layman se basant sur ses nombreuses années d'expérience dans l'assurance-feu dans les provinces maritimes se montre d'avis que la marge entre les primes et les paiements des pertes est trop grande.

Il ne fait aucun doute qu'il y ait de nombreuses voies par lesquelles le commerce d'assurance ne travaille pas dans l'intérêt public. Y a-t-il des commerces d'ailleurs, qui, aussi utiles soient-ils, ne viennent pas, en certains cas, en contradiction avec l'intérêt public? Il est admis en général, que le paiement des agents au moyen d'une commission sur les primes encourage la sur-assurance, et la charge de risques qui ne sont pas de bons risques. Les enquêtes publiques dans les causes d'incendie ne révèlent que trop souvent la complicité d'un agent, pour frauder les compagnies d'assurances. Le correspondant en question ne suggère, au demeurant aucun remède.

Dans sa clause générale des affaires d'assurance-feu, cependant, il admet le fait que toute espèce d'assurance, en supposant que toute malhonnêteté en soit écartée, est un moyen par lequel le prévoyant et le fortuné en prolongeant leur vie et en sauvegardant leur santé et leur propriété, payent pour les erreurs et les malheurs des autres. C'est une partie du contrat qui est fondamentale.

Le cas n'est pas contre les compagnies d'assurance, mais plutôt contre les circonstances dans lesquelles l'assurance-feu est contractée. S'il y a quelque "sur-profit" dans les affaires d'assurance-feu, certainement les actionnaires n'en ont pas vu le résultat. Les compagnies canadiennes opérant sous licence canadienne n'ont payé à leurs actionnaires, en 1919, que \$723,886 sur un capital versé de \$12,937,307, soit considérablement moins de 6 pour 100. C'est un revenu au-dessous du taux d'intérêt courant sur le marché monétaire aujourd'hui, mais c'est partiellement compensé par le fait que comme résultat d'une année exceptionnellement favorable, des suppléments substantiels sont faits au surplus.

L'année 1919, fut, en fait, une des meilleures dans l'histoire de l'assurance-feu canadienne, le pourcentage de perte de 41.67 pour 100 étant le plus bas depuis cinquante ans, à l'exception de 1902, où il n'était que de 39.26. Un

pourcentage dépassant 60 pour 100 et même 70 pour 100 était chose commune jusque vers 1908, et la moyenne de 58.19 pour les cinquante-et-une années depuis 1869 a été le résultat des chiffres plus bas enregistrés depuis 1908. C'est sur la marge des dépenses que l'attention doit se porter. Une grande partie va aux agents, le reste aux frais de bureaux, au coût d'inspection, aux taxes, etc.

C'est le devoir des compagnies d'assurance-feu, travaillant en coopération avec les gouvernements, de s'efforcer de réduire cette marge, et d'en faire bénéficier le public par des taux moins élevés. Un travail actif est déjà accompli par les gouvernements pour réduire les pertes par le feu, et il est important de se rappeler que le coût de ce travail est supporté par les compagnies et qu'elles y ont pris une part active. Une réduction des dépenses superflues peut s'obtenir par des amalgamations, mais le montant à économiser de cette manière ne saurait être bien fort. Le travail d'inspection et de classification des risques est essentiel, et l'on ne doit pas oublier que ce travail aide également à écarter les hasards des incendies. On devrait porter une sérieuse attention à la méthode de s'assurer des affaires par l'intermédiaire des agents, en vue d'éliminer la sur-assurance. Ces côtés de la question d'assurance feront sans doute l'objet d'une attention spéciale à la conférence des surintendants provinciaux qui se tient en ce moment à Winnipeg et à laquelle les compagnies d'assurance-feu sont représentées.

LES GOUVERNEMENTS APPROUVENT LES POLICES D'ASSURANCE

Une chose qui a sans doute raffermi la confiance du public envers les Polices d'Assurance, c'est l'Assurance de Guerre. De quelques villes canadiennes, Toronto, par exemple, a assuré ses propres soldats par l'entremise de la "Metropolitan," et payé leurs primes. Aux Etats-Unis, le Gouvernement a assuré ses hommes—armée et marine—au montant de \$10,000 chacun. Ainsi donc, les Etats-Unis et le Canada reconnaissent que la Police d'assurance est une valeur très précieuse et une chose presque nécessaire.

Il faut acquérir cette habitude si utile.

Personne ne peut prévoir tout le bien qui, avant bien longtemps, résultera de l'augmentation de l'Assurance-Vie pendant cette année: déjà si remarquable. Si l'on vient à prendre l'habitude de l'Assurance-Vie, cela contribuera immensément à aider la grande armée des détenteurs de polices: et juste au moment qu'ils en auront le plus besoin.

Téléphone No. 48

HOTEL DU PEUPLE

Z. GERVAIS, Prop.

Vins, Liqueurs, Tabacs, Cigares.

Pension, \$3.00 par jour.

Tout le confort pour le public voyageur.

Rue Ellice,

BEAUHARNOIS, P. Q.